



## Syndicat National **FORCE OUVRIÈRE** des Personnels de Préfecture

**Assistantes Sociales d'Administration Centrale :**

**30 % des effectifs supprimés !!!!**

**Niveau de réflexion et de choix politique :  
ZERO pointé !!!**

177 assistants de service social et Conseillers techniques pour s'occuper de 250 000 fonctionnaires au MI ! Nous coûtions si cher à l'administration pour que l'effort demandé par Bercy passe par une baisse des effectifs de notre réseau !

Passer de 7 assistants de service social à 5 en administration centrale pour s'occuper de 10100 fonctionnaires répartis sur tous les sites de Paris et sa banlieue, est-ce cela qui va réduire le déficit de la fonction publique ?

Et à côté de cela, on nous parle de prévention des risques psychosociaux, de pôles de vigilance suicide, ou d'accompagner les réformes et les agents en grande difficulté sociale et toutes les situations dramatiques que provoquent les restructurations de service.

### **Et bien non ! Nous ne l'acceptons pas !**

1 assistant de service social pour 2 000 agents en activité, c'est non ! Déjà à 7, les collègues étaient bien au delà du ratio de 1200 agents par Assistant de service social (ratio prévu par la circulaire de 1998 sur les missions du réseau du service social au MI).

**Ce choix irrationnel** met aujourd'hui en péril le travail déjà difficile des assistants de service social et toutes les valeurs défendues jusqu'alors par la politique d'action sociale de proposer un service social de proximité aux agents de notre ministère.

A moins que s'occuper des agents en difficulté et aller au plus près d'eux ne soient plus considéré comme une priorité ?

Dans tous les cas, le message politique est clair : pour la SDASAP pas de remplacement de 7 postes d'administratifs sur 420 et de 2 postes d'assistantes sociales sur 7. Faites le calcul !!

### **Nous ne pouvons accepter de tel choix et demandons immédiatement le retour des effectifs à 7 AS en administration centrale.**

**Dans l'attente, nous soutiendrons les collègues dans les choix d'organisation qu'ils trouveront et notamment dans la suppression de certaines permanences pour que cela reste compatible avec des conditions de travail respectueuses de leurs états de santé, gravement compromis aujourd'hui par cette politique incohérente.**

Les représentants FO du personnel de la filière sociale du ministère de l'intérieur.

